

Actualités ICRA

Vénézuela : Les Pémons en lutte contre l'exploitation minière

Des représentants indigènes Pémons ont été arrêtés et incarcérés pour avoir voulu défendre leurs droits et protéger leurs familles de la présence de factions armées sur leur territoire. Aujourd'hui libérés, voici le récit d'une lutte qui ne fait que commencer.

[06 Février 2012]

La République bolivarienne du Vénézuela reconnaît dans sa constitution de 1999, le droit des minorités et plus particulièrement des peuples autochtones à conserver leur culture traditionnelle, leurs langues et religions. C'est d'ailleurs un changement majeur avec la constitution précédente.

Parallèlement, L'Etat Vénézuelien tente depuis des années de paralyser l'activité minière privée. Il a proposé plusieurs plans de reconversion pour les mineurs mais ces programmes ont toujours échoués. L'exploitation de l'or était donc interdite sauf autorisation particulière, mais les militaires fermaient les yeux sur cette activité illégale, en contrepartie de sommes d'argent! Or, le 16 Septembre 2011, le décret N° 8413, paru dans la "Gazeta Oficial" modifie la situation: il réserve à l'Etat, au nom de l'intérêt économique national, toute activité liée à l'exploitation minière, notamment celle de l'or.

Alors même que le dit décret n'était pas encore entré en application, au mois d'octobre dernier, un groupe de militaires est intervenu sur un chantier minier, aux abords de la rivière Paragua, pour en expulser les travailleurs et en prendre le contrôle. La région du Paragua, dans l'Etat de Bolivar (sud du Venezuela) est un des secteurs habités par de nombreuses communautés Pémons. Les militaires ont indiqué aux indigènes qu'ils restaient sur site pour empêcher l'accès à toute personne qui tenterait de se remettre au travail.

Très vite, les habitants des environs ont constaté qu'en réalité, les militaires, secondés par un groupe de civils non identifié et fortement armé, ont remis le site en fonctionnement pour leur propre compte. Le 25 octobre une délégation de représentants indigènes se rendit sur le site afin de trouver un accord. Avant d'arriver sur place, ils découvrirent que le jour même un des membres de la communauté avait été blessé, victime de la violence du groupe de l'armée.

Deux jours plus tard, plusieurs centaines d'habitants envahirent l'exploitation minière et désarmèrent les militaires présents. Après une tentative de négociation rejetée par la population, un autre groupe de l'armée intervint de nuit pour tenter de libérer les militaires pris en otage. La confrontation prit fin après de nouvelles négociations en présence du Ministre des Affaires Indigènes et d'un général d'armée. Il fut promis que les militaires seraient poursuivis et que les autorités coutumières indigènes seraient témoins dans cette affaire.

Ce mois de Janvier, le capitaine Alexis Romero, défenseur actif des droits autochtones dans cette région, fut convoqué, ainsi que quatre autres capitaines des communautés alentours, par la fiscalité militaire en tant que témoins. Le Vendredi 20, Alexis fut appréhendé et transféré à la prison d'Etat de la Pica alors que les autres capitaines restèrent en garde vue; objet de l'inculpation: séquestration de fonctionnaires de l'armée ainsi que détention d'arme militaire. Immédiatement, le soutien aux cinq capitaines arrêtés, s'organisa. A

kumarakapay, village où vivent des leaders indigènes Pémon, dont le capitaine Juvencio Gomez, les manifestations se sont rapidement mises en place. Affichages, tracts, blocus de l'aéroport international de Santa Helena, barrage routier (le village de Kumarakapay se trouve sur l'unique route qui traverse la Gran Sabana, elle est donc très empruntée), réunions... Mercredi 25 Janvier 2012), ils réussirent à obtenir la libération d'Alexis Romero et des autres capitaines par grâce présidentielle.

Depuis Alexis, Juvencio Gomez, de nombreux représentants et citoyens indigènes se réunissent pour anticiper la suite de l'affaire. Le lundi 29 Janvier, une centaine de personnes, dont les principaux concernés, se sont rendus à Ciudad Bolivar pour parler à la presse et en savoir plus sur les conditions de la libération, encore un peu floues à leurs yeux.

Aujourd'hui, Alexis Romero nous confie :*"La plupart des peuples autochtones, partout où ils se trouvent sur la planète, vivent dans des endroits chargés de ressources naturelles. Tout gouvernement, quel que soit son orientation politique, aura toujours intérêt à ne jamais reconnaître les territoires indigènes, afin d'exploiter ces endroits économiquement rentables. C'est donc aux peuples indigènes d'être solidaires, de s'organiser et de défendre leurs propres droits..."*.

Ces peuples luttent déjà depuis cinq cent ans, d'abord contre le colonialisme espagnol, maintenant contre des intérêts économiques qui menacent leur mode de vie... Forts de ces revendications, il émane ici une vraie conscience politique et une réflexion sur leur rôle dans l'avenir de la société mondiale.

www.airindigene.com